

Questions orales

La ministre est-elle d'accord maintenant sur cette opinion? Est-ce que le gouvernement du Canada est coupable, notre industrie est-elle coupable, oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député peut parler au nom du sénateur de l'Idaho tant qu'il veut, mais moi je parle au nom du gouvernement canadien.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Je ne peux que répéter encore une fois ce que j'ai déjà expliqué à la Chambre, à savoir que la position, notre unique position je le répète, que nous avons présentée aux Américains à l'appui des provinces concernées, de l'industrie et du syndicat. Nous avons soumis cette position à l'administration américaine dans l'espoir qu'elle pourrait convaincre les producteurs de bois d'oeuvre qui ont intenté cette action non seulement de renoncer à leur poursuite mais de cesser de nous harceler. Pour un gouvernement qui doit protéger des Canadiens appartenant à une industrie qui fait la cible d'attaques, c'est à mon avis la seule position rationnelle, réaliste et pragmatique possible.

* * *

• (1130)

L'AGRICULTURE

LES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES—ON DEMANDE LE VERSEMENT D'UN PAIEMENT D'APPOINT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le discours du trône prononcé mercredi contenait quelques banalités au sujet de l'engagement du gouvernement envers l'agriculture. Par ailleurs, à la consternation de M. Devine et de presque tous les habitants de l'Ouest, il n'était nullement question de verser des paiements d'appoint aux agriculteurs de l'Ouest. Le ministre se rachètera-t-il en annonçant aujourd'hui un paiement d'appoint d'au moins 2 milliards de dollars pour les céréaliculteurs de l'Ouest?

Des voix: Bravo!

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, nous n'avons pas à nous excuser de l'engagement très ferme que nous avons pris envers l'industrie agricole dans le discours du trône.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Wise: Je mets au défi le député de vérifier auprès des services de la Bibliothèque du Parlement. Je suis certain qu'il constatera que c'est la première fois dans l'histoire du Canada que l'industrie agricole est mentionnée en premier dans un discours du trône.

Des voix: Oh, oh!

M. Wise: Le député ne peut certes pas nier que le discours du trône dit que «le gouvernement ne ménagera aucun effort» à propos de l'agriculture.

Cela représente un engagement très ferme envers l'industrie agricole.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture ne ménagera-t-il aucun effort pour garantir que les agriculteurs sont au courant de cet engagement? Nous dira-t-il qu'il n'a pas réussi à convaincre le ministre des Finances, qu'il n'y a pas d'argent pour les agriculteurs et que ceux-ci n'obtiendront pas l'appui dont le ministre nous parle depuis dix mois?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le gouvernement n'a ménagé aucun effort depuis son arrivée au pouvoir. Je prie le député de vérifier ce qui en est et il le constatera lui-même. Le gouvernement avait fait 16 promesses pendant la campagne électorale et nous en avons tenu 15. Jusqu'ici, nous avons pris quelque 320 mesures et engagements et versé plus de 5 milliards de dollars à l'industrie agricole et, mesdames et messieurs...

Des voix: Oh, oh!

M. Wise: ... et, monsieur le Président, ce n'est qu'un début.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'URSS—LA MESURE PRISE À L'ÉGARD D'UN CORRESPONDANT DU RÉSEAU ANGLAIS DE RADIO-CANADA

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il semble que le correspondant du réseau anglais de Radio-Canada, Michael McIvor, ait été à Moscou la cible d'un coup monté semblable à celui dont Daniloff a été victime. Le secrétaire d'État dira-t-il à la Chambre s'il a convoqué l'ambassadeur de la Russie dans son bureau pour protester énergiquement contre cette mesure extraordinaire et incroyable? Nous dira-t-il s'il a donné ordre à notre ambassadeur de remettre une note de protestation au Kremlin?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous sommes naturellement très inquiets, comme tous les députés, sans doute, d'apprendre ce qui est arrivé au correspondant du réseau anglais de Radio-Canada à Moscou. Ce matin, nous avons fait venir l'ambassadeur soviétique au ministère des Affaires extérieures et nous lui avons fait part de notre profonde inquiétude. Nous avons exigé une explication immédiate. Dès que nous en saurons davantage, j'informerai la Chambre et le pays, cela va de soi.